

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-scenario-noir-du-nucleaire-5800>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Nos dossiers et analyses > Coût d'un accident nucléaire en France : jusqu'à 5800 milliards d'euros > **"Le scénario noir du nucléaire" : 5800 milliards d'euros selon une fuite révélée au JDD !**

26 mars 2013

"Le scénario noir du nucléaire" : 5800 milliards d'euros selon une fuite révélée au JDD !

Une journée avant la commémoration des deux ans de la catastrophe de Fukushima, le Journal du Dimanche révèle des extraits d'une étude de l'IRSN datant de 2007 : dans le pire des scénarios, un accident nucléaire pourrait coûter 5800 milliards d'euros !

Le scénario noir du nucléaire

EXCLUSIF - Un rapport confidentiel de l'IRSN estime que le cas extrême d'un accident majeur en France coûterait jusqu'à 5.800 milliards d'euros. Bien loin des estimations publiées en février.

La peur du nucléaire flotte encore dans toutes les têtes. Deux ans après l'accident de Fukushima, 42% des Français se disent inquiets des 19 centrales nucléaires dans l'Hexagone, selon un sondage Ifop pour Sud-Ouest Dimanche. Samedi après-midi, plusieurs milliers de manifestants antinucléaires (20.000 selon les organisateurs, 4.000 selon la police) ont formé une vaste chaîne humaine dans les rues de Paris. Cet anniversaire survient en plein débat sur la transition énergétique qui doit déterminer les moyens de réduire de 75% à 50% la part du nucléaire dans la production d'électricité.

Le JDD dévoile des estimations inédites sur les conséquences d'un accident majeur. En 2007, l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) avait évalué une série de scénarios catastrophe sur la centrale de Dampierre, dans le Loiret. Dans ce rapport que nous nous sommes procuré, le coût du "cas de base" atteint 760 milliards d'euros. Celui d'une situation extrême s'envole au niveau pharaonique de 5.800 milliards, l'équivalent de trois années de PIB. Ces chiffres vertigineux sont d'autant plus surprenants qu'il y a trois semaines, le même IRSN avait publié une étude dans laquelle les dégâts d'un accident majeur étaient chiffrés à... 430 milliards d'euros. "Il n'y a eu aucun lissage politique, aucune pression", se justifie le directeur général de l'institut Jacques Repussard, qui reconnaît qu'"il est difficile de publier de tels chiffres". À l'origine, ces calculs ont été réalisés pour contredire ceux d'EDF, qui "sous-estimait très sérieusement le coût des incidents", ajoute-t-il.

Pourquoi de telles différences ? Patrick Momal, économiste à l'IRSN, est l'auteur des deux rapports. Embarrassé, il explique que le chiffre de 430 milliards correspond à un "cas médian" de rejets radioactifs comme ce fut le cas à Fukushima. L'estimation de 2007 correspondait davantage au modèle de Tchernobyl, où les rejets avaient été plus nombreux. D'ailleurs, "en actualisant les calculs, le cas de référence de 760 milliards augmente à 1.000 milliards", explique-t-il, en raison de l'impact sur les exportations et le tourisme. "Mille milliards, c'est ce que Fukushima coûtera au bout du compte", estime pour sa part Jacques Repussard. Le rapport de 2007 est en cours de réévaluation et sera rendu public dans le courant de l'année. "Les conclusions très fortes de l'époque sont restées les mêmes, voire renforcées", juge Patrick Momal.

Quatre-vingt-dix millions de personnes touchées

La facture de 5.800 milliards illustre les conséquences colossales d'un accident très improbable mais pas impossible. "Il y a un coût social astronomique dû au grand nombre de victimes", explique le rapport. Dans ce cas extrême, 5 millions de personnes doivent être évacuées sur une zone de 87.000 km², équivalant à la superficie des régions Aquitaine et Midi-Pyrénées réunies. L'évacuation, le relogement, la décontamination des sols mais aussi le traitement des déchets coûteraient 475 milliards d'euros. Le plus lourd tribut découle de l'impact économique sur la zone contaminée au césium 137, où habitent 90 millions de personnes. Une région de 850.000 km², qui correspond à la superficie de la France et de l'Allemagne. L'indemnisation des agriculteurs, des salariés, des entreprises, mais aussi les coûts environnementaux et les dépenses de santé explosent à 4.400 milliards d'euros. Son auteur nuance : "C'est un coût social, mais les victimes ne seront pas nécessairement indemnisées."

L'aléa météo

C'est LA grande inconnue, et pourtant la clé de voûte de ce rapport choc pour qui "l'ampleur de la contamination et donc la variation de son coût dépendent avant tout des conditions météorologiques". Seule une météo très défavorable, avec des vents dirigés vers des zones habitées, créerait le pire des scénarios. La zone d'évacuation "moyenne" est alors multipliée par 3,5 et la zone contaminée par 17... pour atteindre le montant exorbitant de 5.800 milliards. À titre de comparaison, Fukushima a bénéficié de vents favorables qui ont repoussé 80% des rejets radioactifs vers l'océan. En revanche, ils avaient aggravé la situation à Tchernobyl, poussant à des évacuations jusqu'en Russie et Biélorussie. Plus surprenant, l'étude de 2007 retient une météo unique pour toute la France. Les calculs en cours travaillent à partir d'une météo plus réaliste qui pourra "abaisser le coût mais aussi peut-être l'augmenter", estime Patrick Momal.

Le choix étonnant de la centrale de Dampierre

Le rapport justifie le choix de la centrale de Dampierre car elle n'a "rien d'atypique". Pourtant, selon un document d'EDF, le site dispose d'une zone sans vent au nord permettant d'épargner Paris... De plus, la densité de population située aux alentours est l'une des plus faibles des 19 sites français. Ces deux facteurs ont tendance à sous-évaluer les estimations. Enfin, le rapport reconnaît "ne prendre en compte que les zones rurales. Si une zone urbaine était frappée, le nombre des victimes serait beaucoup plus grand". Et l'auteur admet qu'"il y a, dans ce scénario, une faible probabilité que les rejets se dirigent vers Paris".

Matthieu Pechberty - Le Journal du Dimanche dimanche 10 mars 2013